



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'aménagement,
du logement et de la nature**

Direction de l'eau et de la biodiversité

*Sous-direction de la protection et de la gestion de
l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes
aquatiques*

Cahier des clauses particulières

**Marché relatif à la réalisation d'une étude de valorisation des
données acquises lors des levés géophysiques en 2022 à 2025
pour les ressources minérales**

Table des matières

1.	Objet du Marché	5
2.	Pièces constitutives du marché	5
3.	Présentation et contexte de la mission	5
3.1	Les levés géophysiques	6
3.2	Les données acquises par les levés géophysiques 2022 à 2025.....	7
3.3	Les autres données disponibles et devant être prises en compte	7
3.4	Les secteurs retenus.....	7
4.	Les prestations attendues et livrables.....	14
4.1	Livrable 1 : Rapport de présentation.....	14
4.2	Livrable 2 : Données numériques interprétées en SIG et en modélisation 3D	15
4.3	Livrable 3 : Livrables intermédiaires.....	15
4.4	Réunion de cadrage, réunion de comité de pilotage, réunions de suivi et réunion de fin de prestation	16
4.5	Les prestations complémentaires	17
5.	Modalités organisationnelles	17
5.1	Compétences et organisation de l'équipe du prestataire.....	17
5.2	Pilotage et organisation du maître d'ouvrage.....	18
6.	Modalités pratiques	19
6.1	Exigences générales.....	19
6.2	Identification du personnel	19
6.3	Bons de commande	19
6.4	Vérification	20
6.5	Forme des notifications et communications.....	21
6.6	Evaluation du titulaire	21
6.7	Condition de réalisation des livrables – utilisation de la charte graphique	21
6.8	Langue utilisée.....	21
6.9	Espace de travail partagé	22
7.	Engagements du titulaire	22
7.1	Communication des difficultés.....	22
7.2	Déontologie – prévention des conflits d'intérêts.....	22
7.3	Propriété intellectuelle.....	23
7.4	Obligations de conseil et de confidentialité.....	25

i.	Obligation de conseil et d'information.....	25
ii.	Obligation de confidentialité et secret des affaires	25
7.5	Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données	27
i.	Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données.....	27
ii.	Mis en œuvre des obligations réglementaires	29
7.6	Obligations de conseil et de confidentialité.....	29
i.	Obligation de conseil et d'information.....	29
ii.	Obligation de confidentialité et secret des affaires	30
7.7	Droit de publication.....	31
7.8	Assurances.....	31
7.9	Dispositions diverses	32
7.10	Protection de l'environnement	32
7.11	Dispositions sociales.....	32
7.12	Documents à reproduire au cours de l'exécution du marché.....	32
8.	Pénalités	33
8.1	Pénalités pour retard.....	33
8.2	Pénalité pour absence de déclaration de conflit d'intérêt ou non-respect de l'article 7.2 ..	34
8.3	Pénalité pour travail dissimulé	34
8.4	Pénalité en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration	34
8.5	Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution	34
8.6	Pénalités pour non présence du chef de projet ou d'un représentant du titulaire à une réunion	35
8.7	Pénalités liées à des obligations administratives	35
8.8	Pénalités liées à des obligations environnementales.....	35
8.9	Seuil d'exonération des pénalités	35
9.	Prix des prestations	35
10.	Modalités de paiement	36
10.1	Avance	36
10.2	Périodicité des paiements	36
10.3	Facturation	37
10.4	Intérêts moratoires	38
10.5	Changement affectant l'opérateur économique	38
11.	Sous-traitance en cours d'exécution du marché.....	38
11.1	Dispositions générales.....	38
11.2	Modalités de paiements.....	39

12.	Résiliation	39
13.	Règlement des litiges	39
14.	Dérogations au CCAG-PI	39

1. Objet du Marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de valorisation des données géophysiques acquises entre 2022 à 2025 par le Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche. Ces levés géophysiques s'inscrivent dans une volonté d'acquisition de connaissance sur le sous-sol français et peuvent avoir des applications multiples allant de la gestion des ressources minérales et hydrologiques à la gestion des risques.

Le présent marché s'inscrit dans une volonté de caractérisation initiale du potentiel en ressources minérales, notamment critiques et stratégiques, sur un secteur sur lequel des anomalies ont été mises en évidence et se corrélient avec des anomalies géochimiques précédemment identifiées ou avec des exploitations passées dont les données devront être compilées, amendées et interprétées par les nouvelles données acquises entre 2022 à 2025.

A l'issue de ce marché, les livrables produits ont vocation à être mis à la disposition du public.

2. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, dont seul l'exemplaire détenu par la personne publique fait foi, énumérées par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement, son annexe « groupement » et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - annexe 1 : « modèles de déclaration d'intérêt » ;
 - annexe 2 : « politique de sécurité SI » ;
 - annexe 3 : « évaluation de la prestation ».
- le CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- la proposition du prestataire.

3. Présentation et contexte de la mission

Présentation de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)

Au sein des ministères de l'aménagement du territoire et de la transition écologique, la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) élabore, anime et évalue les politiques de l'urbanisme, de la construction, du logement, des paysages, de la biodiversité, de l'eau et des substances minérales non énergétiques.

Elle cherche à accélérer la mise en œuvre de l'aménagement durable des territoires à travers la maîtrise de l'étalement urbain, la simplification et la hiérarchisation des normes pour une meilleure lisibilité et efficacité sur le terrain, ainsi que l'accompagnement et le suivi des territoires et des acteurs. Elle encourage les démarches d'innovation visant à garantir la sécurité et la résilience face aux risques naturels et climatiques, préserver la biodiversité et

réduire l'impact environnemental et énergétique. Elle vise l'accès à tous à un parcours de logement adapté, par la transparence et l'accès à l'information et par la protection des usagers les plus fragiles. Elle veille au développement de l'approche paysagère comme outil d'aménagement préalable à la planification et à la protection des territoires d'exception. Dans un contexte où les ressources ne sont pas infinies, son action vise aussi à assurer la disponibilité et la qualité des ressources en eau, en bois et minérales pour les générations actuelles et futures. Elle a également à cœur de déployer des mesures permettant de réduire concrètement les pressions sur la biodiversité et de restaurer les écosystèmes dégradés.

La DGALN a pour ambition d'offrir aux générations actuelles et futures un cadre de vie de qualité en harmonie avec les dynamiques des territoires et de la nature, en limitant les pressions sur les écosystèmes, en développant une gestion durable des ressources et en favorisant l'accès à un logement adapté, sain et sûr.

Présentation de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB)

La mission première de la direction de l'eau et de la biodiversité est la conception, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques de l'eau, des espaces naturels, de la biodiversité terrestre et marine et des ressources minérales non énergétiques en vue de garantir la préservation et un usage équilibré de ces ressources.

Le sens de son action - sa raison d'être - consiste à rechercher dans la mise en œuvre de cette mission une territorialisation pertinente, une transversalité accrue entre les diverses composantes de la qualité écologique, un développement de l'expertise au service de la prise de décision, l'intégration des enjeux environnementaux le plus en amont possible dans les projets d'aménagement ou d'urbanisation et la conciliation des actions quotidiennes d'exploitation et d'anthropisation des territoires avec des objectifs de protection des milieux et de reconquête de leur biodiversité.

Elle met en œuvre tous les outils fondamentaux des politiques publiques : réglementation (code de l'environnement et directives européennes), animation, concertation, information, amélioration des connaissances, etc.

Une grande part des politiques poursuivies s'appuie sur les établissements publics dont elle exerce la tutelle : les Agences de l'eau, les Parcs nationaux, le Conservatoire du littoral, et l'Office français pour la biodiversité, créée au 1er janvier 2017 par la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages d'août 2016.

3.1 Les levés géophysiques

Financée et pilotée par le ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (MTEEC), avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), une campagne de géophysique par avion et hélicoptère sur le Massif central a été lancée en 2022 pour 3 ans. Elle doit permettre de recueillir des données fondamentales pour mieux identifier les ressources régionales et les risques liés au sous-sol.

Les levés aéroportés présentent l'intérêt d'une couverture rapide et homogène, indépendamment de l'occupation du sol et sans impact pour l'environnement ou la santé. Les différents levés programmés ont mis en œuvre trois méthodes géophysiques, afin de restituer une imagerie de propriétés physico-chimiques spécifiques des sols et des roches, depuis la très proche surface jusqu'à plusieurs centaines de mètres de profondeur.

3.2 Les données acquises par les levés géophysiques 2022 à 2025

Trois méthodes géophysiques aux objectifs distincts ont été mises en œuvre simultanément durant les campagnes de 2022 à 2025 :

- la gamma-spectrométrie, renseigne sur la radioactivité naturelle du sol (dans le premier mètre du sous-sol, environ) apportant une information sur la nature et les propriétés des terrains superficiels (sables, argiles, etc) ;
- l'électromagnétisme permet d'imager les contrastes de résistivité électrique du sous-sol, en détail proche de la surface et jusqu'à 500 à 700 mètres de profondeur environ. Ces contrastes de résistivité peuvent permettre d'identifier des zones riches en certains métaux qui peuvent eux-mêmes être porteurs de minéralisations ainsi que des discontinuités du sous-sol ;
- la méthode magnétique, qui permet d'imager les propriétés magnétiques des roches des premières centaines de mètres à quelques kilomètres sous la surface, fournissant des informations sur la nature et la structuration des unités géologiques régionales.

La combinaison de ces trois méthodes permet, de restituer en 3D des caractéristiques variées des sols et des roches pour venir en appui des études touchant au sous-sol sur les territoires survolés.

Le titulaire devra s'approprier ces données et les intégrer dans son étude. Ces données sont disponibles en ligne au lien suivant, en format compatible avec la suite Geosoft :

<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/donnees-geophysiques-aeroportees/>

3.3 Les autres données disponibles et devant être prises en compte

Le site <https://infoterre.brgm.fr/> recense les différentes campagnes d'acquisition de connaissances du sous-sol ayant existé sur le territoire national. A ce titre, sont disponibles des données géochimiques, géophysiques, de forages, ...

Un travail de bibliographie sera mené par le prestataire retenu afin de rechercher de manière exhaustive les données historiques disponibles sur le secteur choisi. Il devra ainsi croiser ces données historiques avec celles qu'il aura recueillies.

3.4 Les secteurs retenus

Le premier secteur retenu est le secteur de Castres. Il se situe dans le département du Tarn au sein de la région Occitanie. Ce secteur s'inscrit dans un contexte géologique local composé de roches exogènes et endogènes. Plusieurs anomalies d'intérêt prioritaire ont notamment été mises en évidence après une première analyse des données géophysiques aéroportées magnétiques, électromagnétiques et gamma-spectrométriques sur ce secteur. Ces données seront retravaillées par le titulaire.

Les métaux pour lesquels un potentiel existe dans le secteur compte tenu de l'historique minier du secteur, tant en exploration qu'en exploitation, et du contexte géologique local et régional

seraient notamment le tungstène, le zinc, le plomb et le germanium ainsi que tous les métaux associés à ces minéralisations et certains minéraux industriels.

Le secteur retenu est divisé en deux zones : une zone nord-ouest, d'une superficie de 72 Km² et une zone sud-est, d'une superficie de 253 Km², représentées par la figure 1 et 2. Historiquement, la zone nord-ouest a été exploitée depuis le XIX^{ème} siècle pour des substances telles que le tungstène et le fer. Un des sites les plus remarquables de cette zone est la mine de Montredon-Labessonnié. Cette dernière présente un fort potentiel pour le tungstène avec 10 500 tonnes de ressources estimées (WO₃) et a été exploitée dans le passé pour cette substance de mine notamment. La concession de Peyrebrune qui visait à exploiter des substances comme l'argent présenterait une dizaine de tonnes de ressources supposées en germanium¹.

La zone Sud présente en son sein l'ancienne exploitation de Noailhac-Saint-Salvy qui historiquement exploitait notamment le zinc et l'argent. Noailhac-Saint-Salvy présenterait en termes de ressources supposées 300 tonnes de germanium¹. Les différentes anomalies géochimiques de cette zone font état aussi d'une présence possible de vanadium.

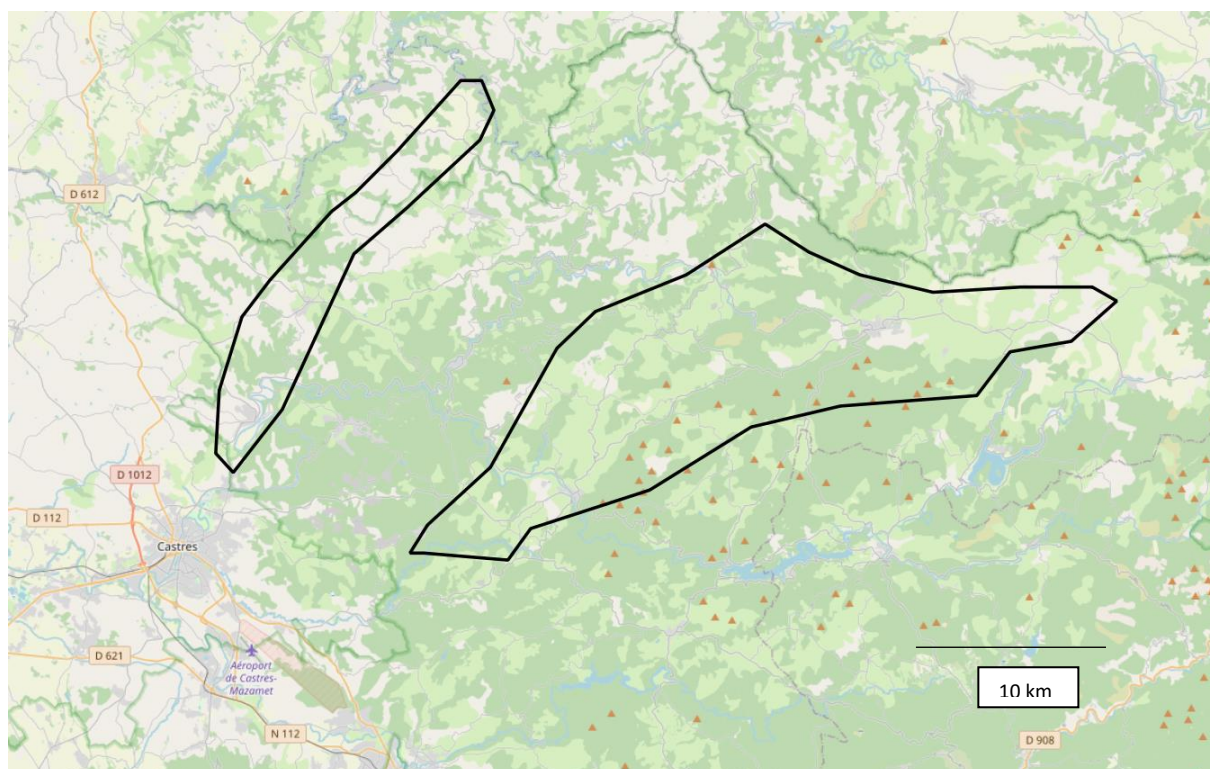


Figure 1 : Zone Nord-Ouest et zone Sud-Est du secteur Castres (carte topographique)

¹ Les ressources supposées en tungstène et germanium sont issues du rapport public 2021 du BRGM intitulé « Evolution Base de données « Gisements France » : Atlas des substances critiques et stratégiques ».

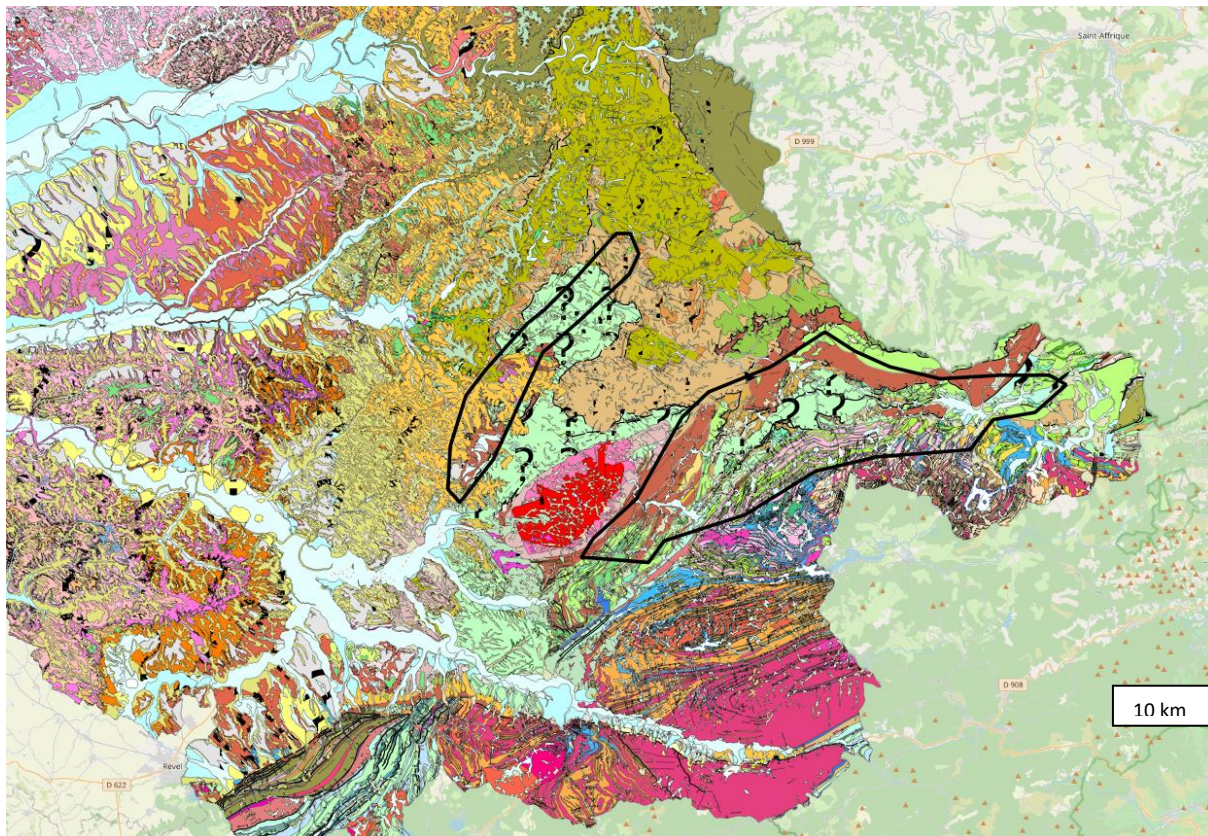


Figure 2 : Zones Nord-Ouest et Sud-Est du secteur Castres (carte géologique)

Le deuxième secteur sur lequel porte cette action est celui de la faille d'Argentat, d'une superficie de 1 523 Km². Ce secteur métamorphique a été le siège de plusieurs exploitations minières par le passé et pourrait présenter un potentiel pour des gisements polymétalliques riches en substances critiques et stratégiques.



Figure 3 : Secteur de la Faille d'Argentat (carte topographique)

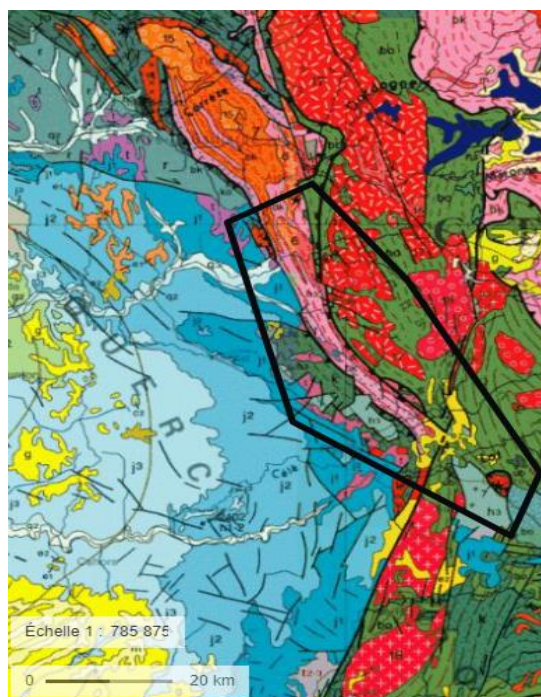


Figure 4 : Secteur de la Faille d'Argentat (carte géologique)

Le troisième secteur sur lequel porte cette action est celui du **nord des Vosges**, d'une superficie de 941Km². Ce secteur abrite plusieurs anciens districts miniers d'or, d'argent, d'étain, de tungstène et d'uranium. Elle fait actuellement l'objet d'une réévaluation pour son potentiel en lithium, tantale et éléments de terres rares, en particulier dans des contextes granitiques et pegmatitiques.

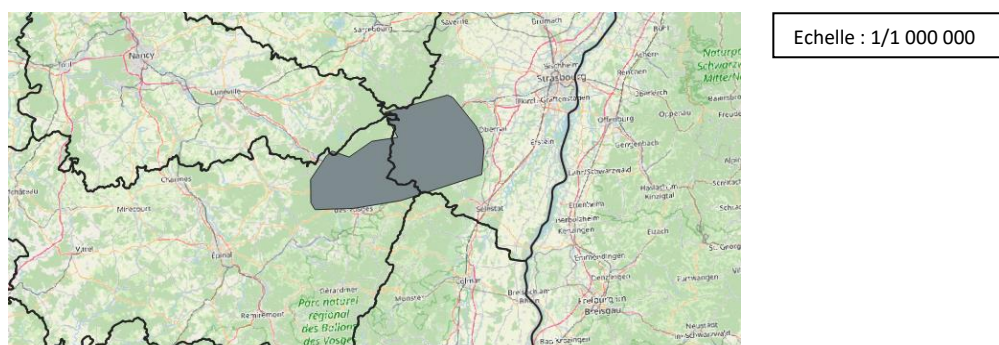


Figure 5 : Secteur Nord des Vosges (carte topographique)

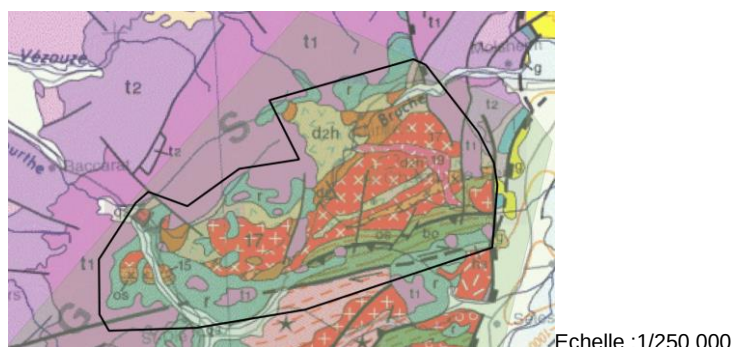


Figure 6 : Secteur Nord des Vosges (carte géologique)

Le quatrième secteur sur lequel porte cette action est celui du **Forez**, d'une superficie de 3 938 Km². Il est situé dans le département de la Loire, dans la région d'Auvergne-Rhône-Alpes. Il est bordé à l'ouest du Massif Central et à l'est par les Monts du Lyonnais.

Le Forez est caractérisé par une diversité géologique. Sa partie occidentale appartient au socle cristallin du Massif central. Ce socle est traversé par des filons de quartz, parfois associés à des minéralisations métallifères.

Dans le passé, la région a fait l'objet d'une exploitation minière notable, notamment pour ses gisements de plomb argentifère, fer, cuivre et antimoine.

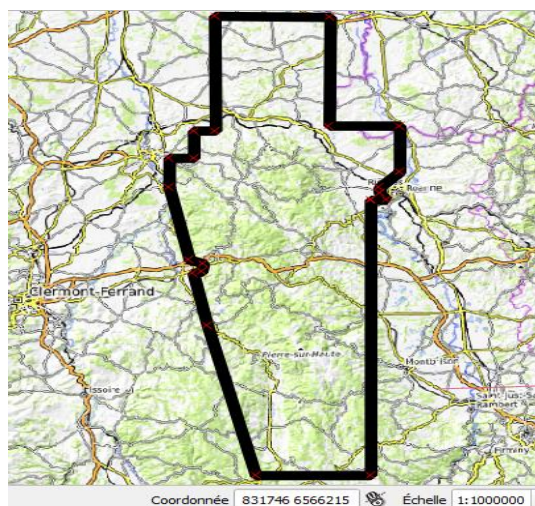


Figure 7 : Secteur du Forez (carte topographique)

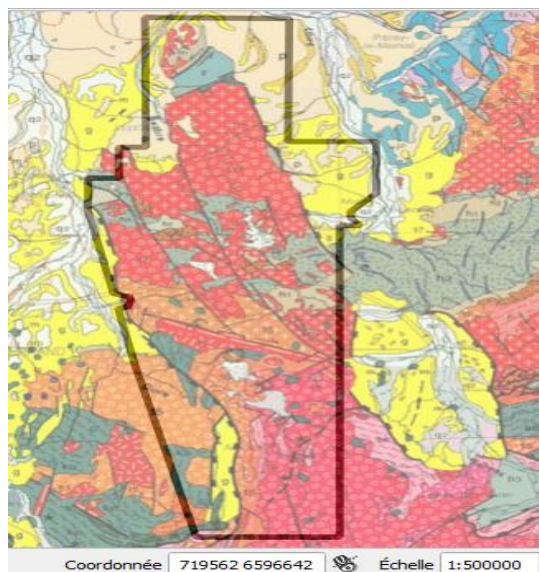


Figure 8 : Secteur du Forez (carte géologique)

Le cinquième secteur sur lequel porte cette action est celui du **sud des Monts du Lyonnais**, pour une superficie de 1 672 Km². Ce secteur, siège de plusieurs exploitations minières par le passé, est reconnu pour son potentiel en gisements filoniens polymétalliques riches en cuivre.

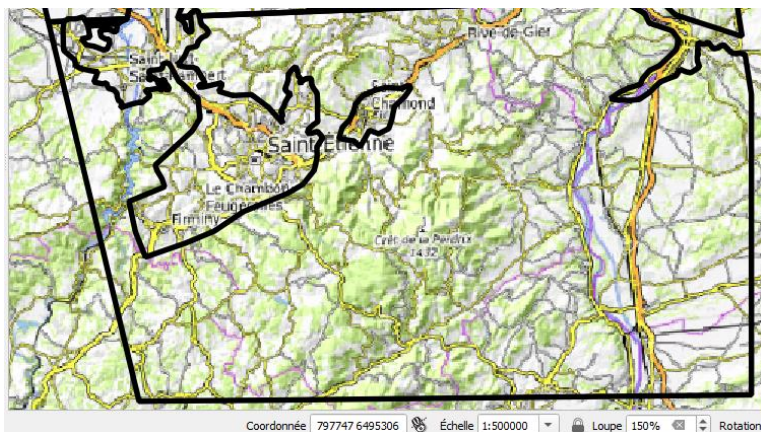


Figure 9 : Secteur sud des Monts du Lyonnais (carte topographique)

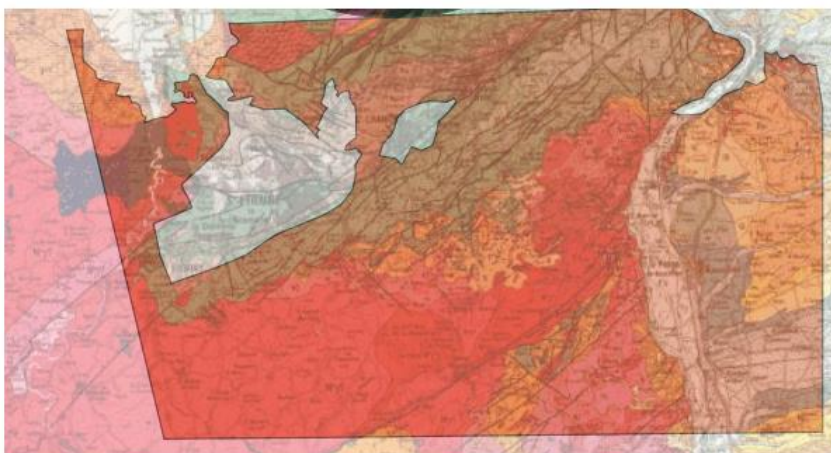


Figure 10 : Secteur sud des Monts du Lyonnais (carte géologique)

Le sixième secteur sur lequel porte cette action est celui du nord-sud **des Vosges**, d'une superficie de 3600 Km². Ce secteur abrite plusieurs anciens districts miniers d'or, d'argent, d'étain, de tungstène et d'uranium. Elle fait actuellement l'objet d'une réévaluation pour son potentiel en lithium, tantale et éléments de terres rares, en particulier dans des contextes granitiques et pegmatitiques.

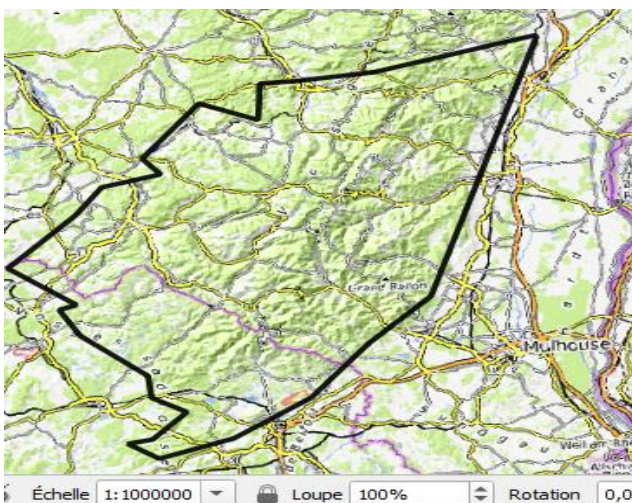


Figure 11 : Secteur nord-sud des Vosges (carte topographique)

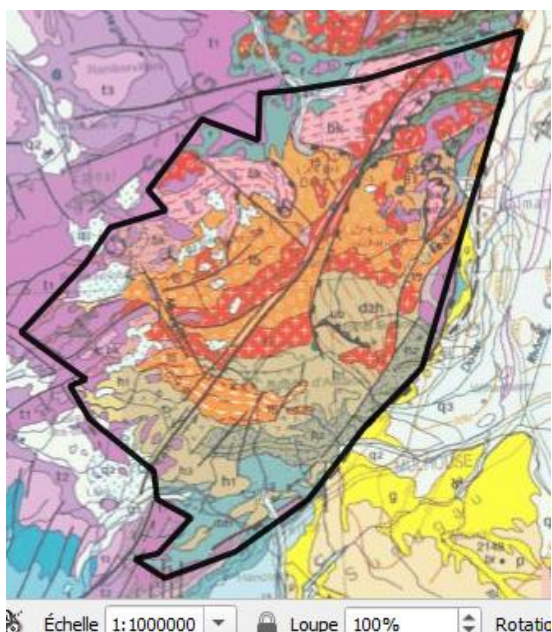


Figure 12 : Secteur nord-sud des Vosges (carte topographique)

Le septième secteur sur lequel porte cette action est celui du **nord des Monts du Lyonnais**, d'une superficie de 1578 Km². Ce secteur, siège de plusieurs exploitations minières par le passé, est reconnu pour son potentiel en gisements filoniens polymétalliques riches en cuivre.

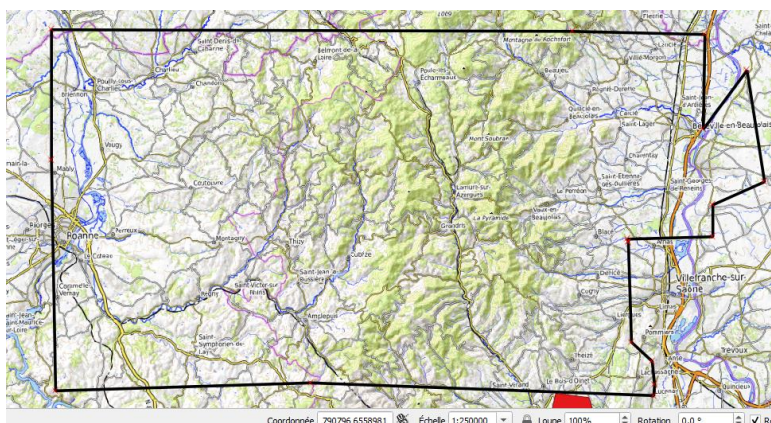


Figure 13 : Secteur nord des Monts du Lyonnais (carte topographique)

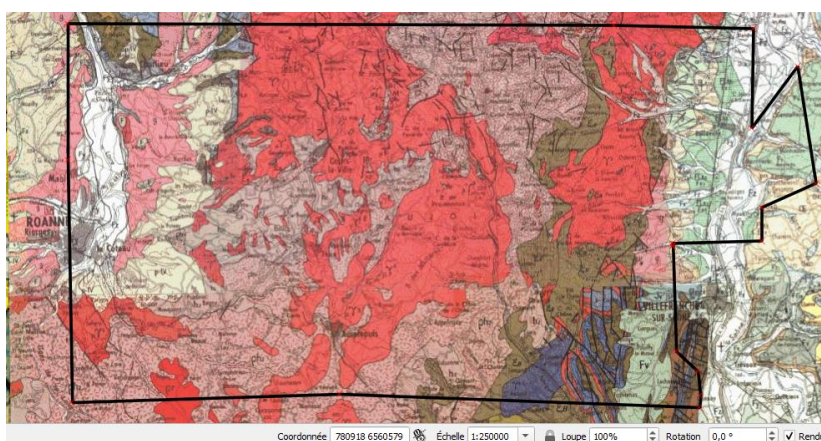


Figure 14 : Secteur nord des Monts du Lyonnais (carte géologique)

4. Les prestations attendues et livrables

Le but de l'étude est la caractérisation du potentiel en ressources minérales non fossiles des secteurs retenus sur les périmètres cartographiés ci-dessus. Ces-derniers présentent un intérêt tout particulier compte tenu des substances potentielles qui pourraient s'y trouver. Une attention particulière sera portée aux substances jugées critiques et stratégiques par la Commission européenne.

Bauxite	Coking Coal	Lithium	Phosphorus
Antimony	Feldspar	Light rare earth elements	Scandium
Arsenic	Fluorspar	Magnesium	Silicon metal
Baryte	Gallium	Manganese	Strontium
Beryllium	Germanium	Natural Graphite	Tantalum
Bismuth	Hafnium	Niobium	Titanium metal
Boron/Borate	Helium	Platinum group metals	Tungsten
Cobalt	Heavy rare earth elements	Phosphate Rock	Vanadium
		Copper	Nickel

Figure 15 : Liste des substances critiques (en gris) et stratégiques (en gras) pour l'UE

Cette étude mobilisera et valorisera l'ensemble des données disponibles et nouvellement acquises, figurant aux points 3.2 à 3.4.

Le présent marché porte sur 7 secteurs identifiés :

Secteur 1 : Castres

Secteur 2 : Faille d'Argentat

Secteur 3 : Nord des Vosges

Secteur 4 : Forez (UO-01)

Secteur 5 : Sud des Monts du Lyonnais (UO-02)

Secteur 6 : Nord-Sud des Vosges (UO-03)

Secteur 7 : Nord des Monts du Lyonnais (UO-04)

Les secteurs 1 à 3 sont compris dans le prix forfaitaire. Les secteurs 4 à 7 font chacun l'objet d'une UO susceptible d'être commandée pendant la durée du marché.

Pour chacun des secteurs cartographiés il est attendu du prestataire un rapport de caractérisation du potentiel minéral du secteur et une compilation de données numériques interprétées déclinés sous la forme des livrables suivants :

4.1 Livrable 1 : Rapport de présentation

Le contenu du rapport comprendra à minima les éléments suivants :

a- une présentation du contexte géologique local ;

b- un bilan de l'exploitation minière passée ;

c- une présentation et une analyse de l'intégralité des données disponibles et en particulier comprenant l'interprétation des données géophysiques nouvellement acquises. Ces interprétations visent à caractériser d'éventuelles anomalies présentant un intérêt en termes de ressources minérales non fossiles dans le secteur d'étude ;

d- une analyse géologique du secteur retenu et du potentiel en termes de ressources minérales non fossiles sur les anomalies caractérisées avec l'insertion des anomalies dans le cadre géographique et géologique régional ainsi qu'une comparaison avec les autres gisements, gîtes et indices français (cf. L'atlas des substances critiques et stratégiques répertoriées dans le sous-sol métropolitain – 2021).

Le rapport complet sera envoyé au maître d'ouvrage en format PDF.

4.2 Livrable 2 : Données numériques interprétées en SIG et en modélisation 3D

L'ensemble des données numériques interprétées ayant servi à la production du rapport et à la caractérisation du potentiel minier inclus dans les documents sera délivré selon les modalités suivantes :

- une production SIG sera fournie dans un format compatible avec le logiciel QGIS. En particulier, est attendu un « SIG » localisant l'intégralité des données disponibles sur le secteur. Les données spatialisées ou géographiques devront être structurées par thème et chaque couche avec le système de projection Lambert-93. Les tables attributaires associées devront être renseignées.

- une modélisation 3D dont l'échelle sera adaptée à la visualisation des données interprétées sera délivrée au format initial issu du logiciel de modélisation utilisé accompagnées des fichiers liés et une extraction en sera faite au format PDF. En particulier, des coupes et modélisations 3D sont attendues sur les anomalies majeures mises en évidence.

4.3 Livrable 3 : Livrables intermédiaires et délais de rendus

Pour les secteurs 1 à 3, un livrable intermédiaire sous la forme d'un document de synthèse faisant état de l'avancement des points devant figuré dans le livrable 1 et à minima les éléments figurant aux points a, b et c, qui sera présenté en comité de pilotage (cf. article 4.4 *infra*), est attendu à **T0+6 mois avec T0 la date de notification du marché**. Le titulaire devra présenter une première compilation et interprétation des données existantes sur chaque secteur, afin d'en présenter les principales anomalies identifiées. Il renseigne à minima les éléments des points a, b et, c du livrable 1.

Les livrables finaux, rapport de caractérisation du potentiel minéral du secteur et une compilation de données numériques interprétées sont attendus pour chacun des secteurs **au plus tard²** à :

- T0+7 mois pour l'UO-01,
- T0+09 mois pour l'UO-02,
- T0+12 mois pour l'UO-03.

² Les délais pour la livraison des livrables finaux sont des délais maximaux, le prestataire peut présenter les livrables plus tôt aux opérations de vérification.

Pour les secteurs 4 à 7, dans l'hypothèse où ils seraient commandés par le ministère, un livrable intermédiaire, présenté en comité de pilotage, est attendu pour chaque secteur à **T1+6 mois** avec **T1 date de notification du bon de commande**. Le titulaire devra présenter une première compilation et interprétation des données existantes sur chaque secteur du bon de commande, afin d'en présenter les principales anomalies identifiées.

Les livrables finaux sont attendus **au plus tard** à T1+12 mois.

Ces prestations feront l'objet de bon de commande (cf article 6.3 *infra*).

4.4 Réunion de cadrage, réunion de comité de pilotage, réunions de suivi et réunion de fin de prestation

Le prestataire organise les réunions suivantes ; pour chacune d'entre elles, il prévoit un support Powerpoint de présentation :

- Réunion de cadrage en début de prestation

Dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du marché, le prestataire doit organiser une réunion de cadrage, laquelle porte sur l'ensemble des prestations attendues et doit permettre de préciser la méthode de travail entre le titulaire et le maître d'ouvrage, les livrables attendus (intermédiaires et finaux) et leurs dates de rendu.

Lors de cette réunion en présentiel sur le site du Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche de la Défense, le titulaire présente au maître d'ouvrage son organisation ainsi que la méthodologie de travail globale prévue qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser les différents livrables de la prestation.

- Comité de pilotage

Le comité de pilotage, organisé à T0+6mois, sera réalisé en présentiel sur le site de la Défense, et sera en moyenne d'une durée de deux heures. Le MTEBFM transmettra une invitation pour cette réunion à minima deux semaines avant la date.

Le comité de pilotage sera composé à minima d'un ou deux membres de la DGALN et du chef de projet du prestataire. En fonction des premières interprétations du prestataire, pourront être associés à ce comité de pilotage la DIAMMS et les membres des services concernées en DREAL.

En tant que de besoin, le ministère pourra émettre des bons de commande pour l'organisation de réunions du comité de pilotage complémentaires (cf articles 4.5 et 6.3 *infra*).

- Réunions de suivi

La fréquence des réunions de suivi s'établit comme suit : **une réunion tous les deux mois en visio-conférence** (soit à T0+2 mois, T0+4 mois, T0+8mois, T0+10 mois).

Le titulaire y est impérativement représenté par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence s'avère nécessaire au regard de la réalisation des prestations prévues.

Les réunions ont une durée moyenne de deux heures.

Pour les secteurs 4 à 7, des réunions de suivi sont organisées tous les deux mois à compter de T1+2mois, avec T1 date de notification du bon de commande, sur la durée de la prestation, sont compris dans le prix de chaque UO.

En tant que de besoin, le ministère pourra émettre des bons de commande pour l'organisation de réunions de suivi complémentaires (cf articles 4.5 et 6.3 *infra*).

- Réunion de clôture du marché

Elle est organisée sous un mois dès réception du livrable définitif, soit à T0+12 mois ou T1+12mois du dernier bon de commande, en présentiel dans les locaux du ministère à La Défense (92).

Cette réunion permet également au maître d'ouvrage de faire un bilan de la prestation, afin de réaliser l'évaluation du titulaire.

Pour chaque réunion, le titulaire rédige le compte-rendu de ces différentes réunions et le transmet à la personne publique dans les 72 heures qui suivent la tenue de la réunion. Le compte-rendu est validé par la personne publique dans le même délai à compter de sa réception. Si des observations sont formulées, le titulaire dispose de 24 heures pour les intégrer. Le silence de la personne publique vaut réception tacite.

4.5 Les prestations complémentaires

Outre les prestations définies précédemment, la personne publique peut solliciter la réalisation de prestations complémentaires. Il peut s'agir :

- de la production des livrables figurant au point 4.1, 4.2 et 4.3 pour un secteur géographique donné,
- d'un rapport final compilant la caractérisation du potentiel minéral et compilation de données numériques interprétées par zone géographique de plusieurs secteurs (exemple U0-02 avec U0-4).
- de l'organisation et de la participation à des réunions du comité de pilotage et des réunions de suivi supplémentaires.
- de la réalisation de fiches, de notes complémentaires,
- de la réalisation de rapports d'approfondissement.

Ces prestations sont définies en partie II de l'annexe financière et font l'objet d'un bon de commande notifié au titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.3. et qui indiquera notamment la durée de la prestation demandée.

5. Modalités organisationnelles

5.1 Compétences et organisation de l'équipe du prestataire

Le titulaire désigne, dans son offre un chef de projet chargé de coordonner l'équipe du titulaire qui intervient sur le projet, qui est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

L'équipe devra comprendre des compétences avérées, acquises dans le cadre d'expériences significatives dans le secteur minier, en géophysique, géologie/ métallogénie et géomatique, lui permettant de répondre aux points techniques évoqués dans les parties 4.1 et 4.2.

L'équipe dédiée proposée devra également disposer des compétences suivantes :

- Interprétation de données géophysiques ;

- Valorisation minière de données variées (données historiques, données géophysiques, données géochimiques, ...) ;
- Modélisation géologique ;
- Qualités relationnelles et de communication ;
- Qualités nécessaires pour coordonner de manière efficace leur travail avec les différents interlocuteurs (capacité à interagir avec le commanditaire, bonne connaissance du fonctionnement des services publics) ;
- Qualités rédactionnelles mais aussi compétences en édition et graphisme ;
- Capacité de synthèse.

Afin d'encadrer les travaux réalisés, l'équipe devra idéalement intégrer des experts, notamment :

- Un géophysicien senior ;
- Un géologue senior bénéficiant d'une expertise en géologie et en géologie du socle (idéalement dans le contexte géologique français métropolitain).

Dès qu'un membre de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir ses missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 2 semaines maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent et sans augmentation du prix des prestations.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois maximum pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG.

Les représentants du pouvoir adjudicateur et du prestataire sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant chacun des co-contractants.

5.2 Pilotage et organisation du maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) en lien avec la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB).

Le maître d'ouvrage désigne dès la notification du marché une (des) personne(s) qui est (sont) l'interlocuteur unique du titulaire. Elle(s) est (sont) responsable(s) de la gestion technique, administrative et financière du projet ainsi que de la vérification de la qualité de la prestation

6. Modalités pratiques

6.1 Exigences générales

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation conduisant à une impossibilité pour l'administration d'utiliser tout ou partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 12, après mise en demeure restée sans effet.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une continuité de la prestation, l'absence du chef de projet ou d'un autre membre de l'équipe dédié à la prestation, ne saurait entraîner une suspension ou un retard de l'exécution de celle-ci.

Le titulaire s'engage à fournir à la demande de l'administration la démonstration du respect des exigences pour la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à effectuer son devoir de conseil et d'alerte vis-à-vis de l'administration, de même, l'administration s'engage à respecter son devoir d'information et de collaboration avec le titulaire.

6.2 Identification du personnel

Les membres de l'équipe mobilisés sont tenus d'indiquer leur identité ainsi que le nom de l'entreprise qui les emploie dans leurs contacts avec l'administration bénéficiaire et les tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leurs prestations (signature de mël, présentation en réunion, etc.).

6.3 Bons de commande

Les prestations à prix unitaires s'exécutent au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande établis sur la base des prix figurant au bordereau des prix.

Toute prestation n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande notifié au titulaire ne pourra pas être facturée.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément. De même, un bon de commande peut comporter des prestations présentant des dates d'échéance différentes.

Chaque bon de commande précise notamment :

- les références du marché,
- le n° du bon de commande et sa date d'émission,
- la nature des prestations par référence au bordereau de prix,
- la quantité commandée et le prix unitaire par référence au bordereau de prix,
- le début et/ou de fin d'exécution de la prestation, délai de réalisation, le cas échéant,
- les taux et montant de la TVA,

- les montants HT et TTC du bon de commande.

Les bons de commande précisent les modalités particulières et sont accompagnés de tout document utile au titulaire pour la réalisation des prestations.

Le titulaire dispose de 48 heures à compter de la réception d'un bon de commande pour faire part de ses observations à la personne publique. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le bon de commande aux conditions fixées.

Tout bon de commande peut faire l'objet d'une modification ou d'une annulation. Le titulaire en est informé dans les meilleurs délais soit par la notification d'un nouveau bon de commande soit par messagerie électronique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande ne dépasse pas le délai d'exécution habituellement constaté pour les autres bons de commande notifiés dans le cadre du présent marché et que la durée d'exécution ne vient pas à l'encontre de l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

6.4 Vérification

Les prestations sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives qui sont destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché. Par dérogation à l'article 28 du CCAG PI, la personne publique dispose d'un délai maximum de 1 mois pour vérifier, valider les livrables après leur remise, et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Les prestations sont réputées reçues si la personne publique ne notifie pas sa décision dans le délai imparti.

Tout document produit par le titulaire devra être remis au chef de projet de l'administration, dans sa version initiale.

- Si les prestations répondent aux stipulations, la personne publique notifie une décision de réception.
- Si les prestations sont reçues avec réserves, la personne publique prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour apporter les corrections nécessaires. Le pouvoir adjudicateur dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.
- Si la personne publique estime que les prestations ne satisfont pas complètement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent être reçues en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon les imperfections constatées.
- Si les prestations ne répondent pas aux stipulations, la personne publique prononce le rejet des prestations. La décision est motivée et précise les modalités d'exécution des prestations.

Pour le cas où des demandes de correction ont été formulées, une nouvelle version du document est remise et fait l'objet d'une vérification dans les mêmes conditions que pour la version initiale, jusqu'à ce que la personne publique prononce la réception. Le document est alors réputé être dans sa version définitive. En l'absence de demande de correction, les documents remis en version initiale sont réputés reçus en version définitive.

6.5 Forme des notifications et communications

Les échanges entre la personne publique et le titulaire ou leurs représentants sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception de la décision ou de l'information.

6.6 Evaluation du titulaire

A l'issue du marché, le titulaire est évalué par l'administration, sur l'ensemble des prestations, qu'elles aient été réalisées dans le cadre forfaitaire ou qu'elles aient fait l'objet de bons de commande.

L'évaluation porte notamment sur :

- Le respect des dispositions du CCP ;
- Les moyens mis en œuvre par le titulaire ;
- La contribution à la qualité des travaux par le titulaire ;
- L'apport des équipes mobilisées ;
- Le savoir-être de l'équipe.

Cette évaluation sera effectuée sur la base de la grille annexée au présent CCP (annexe 3).

La réunion de cadrage sera l'occasion d'échanger sur cette grille, qui pourra faire l'objet d'ajustements le cas échéant.

Il est porté à la connaissance du titulaire que cette évaluation peut faire l'objet d'une publication, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires. Cette publication sera ainsi effectuée sur décision de l'administration et conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

6.7 Condition de réalisation des livrables – utilisation de la charte graphique

Le titulaire a l'interdiction d'utiliser les sceaux, timbres, cachets et marques de l'administration.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés à la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation de conseil réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Le non-respect de ces exigences fait l'objet de pénalités définies à l'article 8.

6.8 Langue utilisée

Le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

6.9 Espace de travail partagé

Un espace de travail partagé OSMOSE est mis en place par le maître d'ouvrage au lancement de la prestation pour que le titulaire partage ses productions (intermédiaires et finales). Cet espace est partagé avec les membres du comité de pilotage de la prestation, afin de suivre l'état d'avancement des livrables.

Le titulaire du marché propose une arborescence au maître d'ouvrage pour organiser de manière efficace cet espace de travail.

7. Engagements du titulaire

7.1 Communication des difficultés

Le titulaire signale immédiatement au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement échappant à sa responsabilité. Parallèlement, il indique la durée de prolongation demandée. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de 15 jours.

Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

7.2 Déontologie – prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Le titulaire et l'administration s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Dès la notification du marché, le titulaire, co-traitant ou sous-traitant complète l'annexe 1 du présent CCP certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée à l'administration sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations. L'annexe est également complétée par

l'entreprise en tant que personne morale. Cette déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant. L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze (15) jours et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Les titulaires s'engagent à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès de l'administration est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites *pro bono*) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission *pro-bono* ou mécénat de compétence doit être autorisée par le secrétaire général du ministère et enregistrée auprès de la DGALN. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission *pro-bono*.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme initialement prévu. Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

7.3 Propriété intellectuelle

Les résultats³ de la prestation, tant en ce qui concerne la forme que le contenu, sont propriété de la personne publique qui peut librement les utiliser, même partiellement. Ils sont cédés à titre exclusif au profit de la personne publique. Le titulaire déclare expressément que le projet ne fera de sa part, l'objet d'aucune autre cession de droits de propriété intellectuelle à des tiers de quelque nature et de quelque étendue que ce soit.

Cette exploitation à titre non commercial s'exerce dans le strict respect des droits moraux de l'auteur. Le ministère s'engage à faire figurer le nom du (des) auteur(s). Le prix de la cession est compris dans le montant du marché.

³ Par « résultats », il faut comprendre tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché (rapports, études, etc.).

La conclusion du marché n'emporte pas le transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures⁴.

Le titulaire cède à la personne publique tous les droits de propriété intellectuelle de l'auteur, de nature patrimoniale que les parties entendent notamment par les points suivants :

- o les droits d'utilisation et d'exploitation, sous toutes formes, même non prévues ou non prévisibles,
 - o les droits de reproduction, par tous moyens et sur tous supports, connus et inconnus,
 - o les droits de représentation, de communication au public par tous procédés, connus et inconnus,
 - o les droits d'adaptation, modification, traduction, évolution, adjonction, suppression de tout ou partie des produits,
 - o les droits d'incorporation, en tout ou partie, à toute œuvre préexistante ou à créer,
- les droits de portage, sur d'autres matériels ou d'adaptation,
- o et, d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales de l'auteur sur sa création.

Les droits cédés par le titulaire au maître d'ouvrage sont valables pendant toute la durée de protection légale et pour le monde entier.

Les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les résultants sont livrés, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources sont confidentiels.

Le maître d'ouvrage, en tant que titulaire des droits patrimoniaux du fait de la cession de ceux-ci, intervenue à son bénéfice, sera en droit unilatéralement de faire réaliser par des tiers tout ou partie des opérations qu'il jugera utile et nécessaire.

Le titulaire garantit au maître d'ouvrage la jouissance paisible des résultats. Il garantit contre toute action en contrefaçon et en conséquence, il prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le maître d'ouvrage pourrait être condamné.

Le titulaire ne pourra communiquer à des tiers, ni les données brutes recueillies, ni les rapports sans l'accord explicite du ministère.

Si le titulaire souhaite utiliser, en dehors du cadre du marché, des informations, des résultats ou des documents obtenus dans le cadre du marché, il devra au préalable obtenir l'accord explicite du ministère. Il ne peut faire un usage commercial ou les publier sans l'accord préalable, écrit et explicite du maître d'ouvrage. La publication doit mentionner que l'étude a été financée par le maître d'ouvrage. Il ne peut les communiquer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

⁴ Par « Connaissances antérieures », il faut comprendre tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au titulaire ou à des tiers qui leur sont concédés en licence.

7.4 Obligations de conseil et de confidentialité

i. Obligation de conseil et d'information

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à la personne publique toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

ii. Obligation de confidentialité et secret des affaires

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa prestation ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres de son entreprise ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord express de l'administration. Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite. Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'administration.

Les données que le prestataire et les consultants collectent auprès de l'administration bénéficiaire ou des tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leur prestation sont utilisées dans le seul objectif d'exécuter cette même prestation. Toute utilisation pour une autre finalité est interdite.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'administration. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser

sans délai l'administration de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

A l'issue de la prestation ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le titulaire devront être retournés à l'administration commanditaire. Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'administration bénéficiaire peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une prestation de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'Etat ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect de la clause de confidentialité, du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

7.5 Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logistiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin du marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données.

- i. Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent marché. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par l'acheteur :

- Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du titulaire : Le titulaire met à disposition de l'administration l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'administration.
- Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi : Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit l'administration de toute difficulté potentielle ou avérée.
- Incident de sécurité : Le titulaire informe sans délai l'administration et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils de l'administration.
- Séparation des données de l'acheteur et des données d'autres clients : Le titulaire conserve et traite les données de l'administration de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'administration suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.
- Modalités d'échanges d'informations : Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'acheteur n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.
- Détection des cyberattaques : Le titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils

de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée à l'acheteur.

- Obligations pour les titulaires manipulant des informations de l'acheteur sur un SI externe à l'administration : Lorsque le titulaire est amené à manipuler des informations de l'administration sur un système d'information externe à l'administration, l'administration peut imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI.

- Systèmes d'information hébergeant des données de l'acheteur : Les données numériques que l'administration considérerait comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire, et respectant – dans le cadre d'hébergement de type « informatique en nuage » - les exigences du référentiel SecNumCloud. A défaut de disposer une qualification SecNumCloud du système d'information en nuage, une analyse de risque détaillée de l'écart à ce référentiel sera produite. Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extra-communautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données de l'administration.

Le titulaire garantit l'hébergement des données de l'administration sur le territoire national, sauf accord du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) et dérogation dûment motivée et précisée.

A la première demande de l'administration, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation.

En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement l'administration.

- Destruction et restitution des informations collectées par le titulaire : Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières à l'administration. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

- Etat de l'art et suivi des alertes : Le titulaire garantit à l'administration qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Il doit à minima surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques) et mettre en œuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte à l'administration. Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>

La mise en œuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par l'administration qui peut également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.

ii. Mis en œuvre des obligations réglementaires

Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

Le titulaire s'engage à appliquer les règles issues des textes suivants :

- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité comporte les mesures de sécurité minimales que doit prendre un prestataire afin de garantir que son niveau de cybersécurité est conforme à l'état de l'art. Il indique également la documentation à réaliser, la communication à effectuer en cas de problème de sécurité et les conseils techniques attendus de la part du prestataire. Il a été approuvé par l'arrêté publié au journal officiel de la république française n°223 du 27 septembre 2018. Il est consultable ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte>

- La politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (PSSIE) définit les principes généraux applicables aux systèmes d'information des différents ministères. L'ANSSI et les fonctionnaires de sécurité des systèmes d'information (FSSI) des ministères ont produit une politique permettant d'affiner le niveau de détail et de mieux harmoniser les pratiques de sécurité des ministères. Ce texte est applicable à tout système ministériel non-classifié. Il est demandé au titulaire de se conformer aux règles et recommandations tirées de la PSSIE.

Egalement, le titulaire doit se conformer à la politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI) du ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires. Cette politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) concerne la sécurité de l'intégralité des systèmes d'information du ministère, et décrit notamment les obligations des services en matière d'organisation, de maîtrise de risques des SI, de modalités de gestion des alertes, des incidents et des situations d'urgence, de conduite de contrôles et d'élaboration de bilan annuel de sécurité.

La PGSSI est complétée par des documents de mise en application orientés « utilisateurs » et « équipes informatiques » telles que des directives d'utilisation des SI, de la messagerie, d'internet, du poste de travail, du réseau, de l'hébergement...). La PGSSI ainsi que les documents complémentaires applicables sont communiqués en annexe 2 au présent CCP (« Politique de sécurité SI »).

7.6 Obligations de conseil et de confidentialité

i. Obligation de conseil et d'information

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à la personne publique toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

ii. Obligation de confidentialité et secret des affaires

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa prestation ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres de son entreprise ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord express de l'administration. Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite. Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'administration.

Les données que le prestataire et les consultants collectent auprès de l'administration bénéficiaire ou des tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leur prestation sont utilisées dans le seul objectif d'exécuter cette même prestation. Toute utilisation pour une autre finalité est interdite.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'administration. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser sans délai l'administration de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

A l'issue de la prestation ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le titulaire devront être retournés à l'administration commanditaire. Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'administration bénéficiaire peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une prestation de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'Etat ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect de la clause de confidentialité, du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

7.7 Droit de publication

Le titulaire s'engage à faire remplir par les ayants droits une autorisation de publication/décharge pour les différentes photographies, les dessins, plans ou autres éléments d'iconographie qu'il pourra être conduit à reprographier, y compris celles et ceux qu'il réalisera personnellement.

7.8 Assurances

Le titulaire déclare avoir contracté les assurances garantissant les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation des prestations. À tout moment durant l'exécution du marché, il doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

7.9 Dispositions diverses

Pour les prestations et/ou réunions qui se déroulent dans les locaux de l'administration, le titulaire doit obligatoirement se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans ces locaux pour les personnes extérieures. Il s'engage à communiquer à l'administration les noms des personnes chargées de l'exécution des prestations.

Le titulaire répond suivant les règles du droit commun des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il reste responsable dans les mêmes conditions des dommages qui pourraient être causés par son fait ou celui de son personnel aux installations de l'administration.

Le titulaire prend toutes mesures utiles permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à garantir la sécurité et la santé des personnes ainsi que la préservation du voisinage.

7.10 Protection de l'environnement

⇒ Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage notamment à :

- utiliser du papier recyclé ou du papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent en cas de nécessité d'impression de supports papier ;
- réaliser des actions de réduction de l'empreinte carbone numérique, en lien avec le traitement et la conservation des données, notamment dans le cadre de l'emploi de serveurs informatiques.

⇒ Le titulaire se voit obliger d'utiliser les transports en commun lorsque cela est possible ou interdire de prendre l'avion lorsqu'une alternative de moins de 4 heures existe. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

7.11 Dispositions sociales

L'entreprise titulaire du marché s'engage à former ses agents aux bonnes-pratiques vis-à-vis de l'accessibilité des supports numériques aux personnes en situation de handicap.

7.12 Documents à reproduire au cours de l'exécution du marché

Conformément aux articles D. 8222 5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale, le titulaire remet tous les 6 mois à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

1° dans tous les cas, les documents suivants :

a) une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

b) une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2° lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

8. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont réglées par compensation au moyen de retenues sur le paiement à faire au titulaire. En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues.

8.1 Pénalités pour retard

Tout dépassement de délai dans l'exécution des prestations et/ou la remise de livrables entraîne, sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € par jour de retard. Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations du 7.1.

8.2 Pénalité pour absence de déclaration de conflit d'intérêt ou non-respect de l'article 7.2

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de non transmission à l'administration des documents mentionnés à l'article 7.2 et conformément aux annexes du présent document, ou plus généralement en cas de non-respect des obligations de l'article 7.2, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour toute omission de déclaration ou pour toute déclaration incomplète ou pour toute action contrevenant aux obligations de cet article (démarchage, pro-bono non autorisé, etc.).

En cas d'omission répétée ou de conflit grave et avéré, de non-respect répété des obligations de l'article 7.2, le marché peut être résilié.

8.3 Pénalité pour travail dissimulé

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

8.4 Pénalité en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration en dehors des cas prévus à l'article 6.8 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par élément utilisé à tort

8.5 Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire n'est pas en mesure d'affecter le profil mentionné dans son offre technique au moment du démarrage du marché, celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté.

- Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire ne procède pas au remplacement d'un intervenant sur demande de l'administration dans les 10 jours calendaires suivants la demande motivée, celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré pendant lequel le profil n'a pas été remplacé, à compter du 11ème jour calendaire.
- Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire affecte un profil qui ne correspond pas à celui mentionné dans son offre technique en cours de projet (ou équivalent et accepté par l'administration), celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré, à compter du signalement de l'administration jusqu'à son remplacement.

8.6 Pénalités pour non présence du chef de projet ou d'un représentant du titulaire à une réunion

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI,

- Absence du chef de projet à la réunion de cadrage, à une réunion du comité de pilotage ou à la réunion de clôture du marché : 100 euros par réunion.
- Absence du chef de projet ou de son représentant (en cas d'indisponibilité du chef de projet) à une réunion de suivi des prestations : 50 euros par réunion.

8.7 Pénalités liées à des obligations administratives

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire (mandataire, cotraitant, sous-traitants le cas échéant), sans communication de ces informations à l'administration dans les 30 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché. Ces pénalités concernent notamment les éléments listés aux articles 6.7, 6.9 et 11.1 du présent document.

8.8 Pénalités liées à des obligations environnementales

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de non-respect des dispositions prévues à l'article 7.11 *supra*, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € à chaque manquement constaté et notifié par mail au prestataire.

8.9 Seuil d'exonération des pénalités

Il n'est pas fait application des dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

9. Prix des prestations

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro.

Le marché est conclu à prix mixte : forfaitaire et unitaire.

Le marché s'exécute :

- à prix forfaitaire pour la réalisation des prestations décrites aux articles 4.1, 4.2 et 4.3 pour les secteurs 1 à 3 et celles décrites à l'article 4.4 du CCP et au point I de l'annexe financière ;
- à prix unitaires pour les prestations complémentaires figurant aux UO-01 à UO-09 au point II de l'annexe financière. Ces dernières prestations s'exécutent après la notification d'un bon de commande au titulaire.

Les prix figurent dans l'« annexe financière ». Ils incluent toutes les sujétions inhérentes à la réalisation des prestations (livraison des prestations, réunions, comptes rendus, déplacements, etc.).

Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché (date de notification du marché) de la façon suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (ING/IING_0))$$

Dans laquelle P = prix révisé

P₀ = prix figurant au bordereau des prix unitaires

ING = dernière valeur connue de l'indice au mois anniversaire du contrat

ING₀ = valeur de l'indice à la date de remise des offres

L'indice retenu est l'« Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010 ».

Il est disponible sur le site internet de l'Insee :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

La révision des prix s'applique à la partie forfaitaire du marché.

Concernant la partie à prix unitaires, la révision ne peut s'appliquer qu'aux prestations pour lesquelles le bon de commande n'a pas encore été notifié au prestataire à la date de révision des prix.

10. Modalités de paiement

10.1 Avance

En vertu des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire dont le montant est fixé, sous réserve des dispositions prévues pour le(s) sous-traitant(s), à :

- 30 % du montant TTC du prix forfaitaire divisé par trois,
- 30% du montant TTC du bon de commande, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

Elle est payée sans formalités dans un délai maximum de 30 jours.

Une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) éventuel(s), dans la limite du montant des prestations qu'il(s) doit(vent) exécuter, sauf indication contraire dans le contrat de sous-traitance.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 50 % du montant. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC.

10.2 Périodicité des paiements

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la

valeur des prestations réalisées au moment de la demande. La périodicité des acomptes est fixée à 1 mois.

10.3 Facturation

Le titulaire établit ses factures en 1 original. Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, outre les mentions légales, ces factures portent les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture selon la numérotation établie par le titulaire ;
- les coordonnées des co-contractants ;
- les références du marché, intitulé et numéro ;
- le n° du service exécutant indiqué sur le courrier de notification du marché (ou « code d'identification du service chargé du paiement ») : FAC9450075 ;
- les coordonnées bancaires du titulaire conformes à celles mentionnées à l'acte d'engagement ;
- le cas échéant, les références du bon de commande ;
- la date de réalisation des prestations,
- la nature des prestations, les références des prestations conformes au bordereau de prix unitaires et les quantités commandées ;
- les montants totaux HT et TTC ainsi que les taux et montants de la TVA.

et sont libellées à l'attention de :

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires

SCBCM/DCM – CGF

Grande Arche de la Défense – Paroi Sud – 23ème étage

92055 LA DEFENSE Cedex

Les factures doivent comporter les mentions légales mentionnées précédemment sous peine de rejet. La personne publique ne saurait être tenue pour responsable du rejet d'une facture qui ne respecterait pas ces dispositions.

Le numéro du marché et/ou du bon de commande ainsi que le n° du service exécutant (ou « code d'identification du service chargé du paiement ») sont communiquées par la personne publique au titulaire à la notification du marché.

La facturation des éventuels sous-traitants respecte la procédure décrite à l'article 10.2.

Dématérialisation de l'envoi des factures

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire (et son/ses sous-traitant(s) admis au paiement direct), procède obligatoirement à l'envoi de ses factures en mode dématérialisé via le « portail public de facturation » accessible à l'adresse suivante : « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures sont présentées dans la rubrique « Documentation » ou directement accessible à l'adresse « <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ».

10.4 Intérêts moratoires

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai ou de l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 €⁵ pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement de la demande de paiement.

10.5 Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité du marché, le titulaire et/ou ses sous-traitants sont tenus de communiquer par écrit à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire et/ou ses sous-traitants sont informés que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

11. Sous-traitance en cours d'exécution du marché

11.1 Dispositions générales

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du(des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le titulaire remet une déclaration spéciale qui devra contenir les renseignements suivants :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse sous-traitant proposé,

⁵ Loi n°2313-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

- le montant maximum des sommes à payer par paiement direct,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant proposé,
- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de ses sous-traitants. Pour autant, il demeure l'unique interlocuteur pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie au point 6.4 s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

11.2 Modalités de paiements

La personne publique paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale à 600 € TTC.

Le sous-traitant envoie ses demandes de paiement via l'application Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace « Factures à valider » de Chorus Pro. En l'absence de prise en charge dans ces délais, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture est néanmoins transmise au pouvoir adjudicateur qui peut alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

12. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-PI.

13. Règlement des litiges

Il peut être fait appel, pour règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, au comité consultatif de règlement amiable des litiges.

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties pour le même objet.

Dans le cas où un règlement amiable ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

14. Dérogations au CCAG-PI

L'article 8 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG PI.

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG PI.

